

Metz, le 14 octobre 2016

Audience avec le conseiller du Secrétaire d'État au **Budget** **45 minutes chrono !**

Pour ceux qui ne le savaient pas, le Secrétaire d'État au Budget Christian Eckert a fait une visite à la DDFIP de Moselle le jeudi 13 octobre 2016.

Solidaires Finances a demandé, avec l'intersyndicale, une entrevue auprès du Secrétaire d'État. C'est son conseiller Monsieur Duvivier qui a été désigné pour nous rencontrer.

Nous avons seulement eu le temps de poser nos questions :

- Pourquoi notre département a été le champion des suppressions d'emplois en 2016 ?
- Est-ce que la DG a tenu compte des spécificités de notre DDFIP pour 2017 ?
- Est-ce que Paris a conscience des conséquences des suppressions d'emplois ?

Mal être au travail, augmentation des charges de travail, fermetures de postes et structures,...

- Est-ce que notre département a une chance d'obtenir l'implantation de la plateforme Ressources Humaines qui doit arriver dans le Grand Est ?

Nous avons également fait part :

- Des inquiétudes des agents concernant la mise en place de la retenue à la source qui apparaît d'ores et déjà comme une usine à gaz.
- Du manque de reconnaissance de notre ministère vis-à-vis des agents qui ont une conscience professionnelle et une implication quotidienne exemplaire.
- Des difficultés du contrôle fiscal dû à notre situation géographique avec la proximité de trois pays.

Solidaires Finances a demandé une intervention du ministère dans le cadre de l'installation de l'Insee place du Roi George (environ 400 personnes).

En effet, ce site ne disposerait, en matière de restauration, que d'un local de convivialité pouvant accueillir 28 personnes. À l'unanimité, les membres du CHS-CT ont émis un avis défavorable sur ces conditions d'installation.

La Direction de l'INSEE restant sourde à nos revendications, nous avons demandé que le ministère reprenne la main et trouve quelques dizaines de milliers d'euros sur un budget de 12 millions pour que nos collègues soient installés dans des conditions décentes.

Monsieur Duvivier nous a rappelé que la DGFIP n'était pas une direction prioritaire, que les suppressions d'emplois étaient moindres en 2016 (-1815 agents).

Il nous a annoncé que la convention Franco-Luxembourgeoise allait être revue.

Malgré tout, le ministre avait de la considération pour les agents puisque le recouvrement de l'impôt sur le revenu restait dans le giron de la DGFIP.

M Duvivier, pressé à rejoindre le ministre, nous a quitté au bout de 45 minutes.

Malheureusement, beaucoup de questions restent encore sans réponse. À suivre...